

Le licenciement abusif de l'infirmière du centre de Toulouse. Les salariés du centre ONERA de Toulouse sont en colère. Le récent licenciement de leur infirmière a mis le feu aux poudres. Ce licenciement, abusif et injustifié, du jamais vu sur le centre, illustre la brutalité d'une direction générale de l'ONERA aux abois qui ne sait plus asseoir son autorité qu'en faisant régner la terreur et l'arbitraire au sein de cet établissement public de recherche.

Une dérive depuis dix ans. L'épisode que les salariés viennent de vivre, unis et solidaires autour de leur infirmière, traduit dans le domaine social une dérive plus large et générale qu'ils observent et subissent depuis près de dix années et qui les conduit aujourd'hui dans une impasse.

Une privatisation interne de la recherche. Initialement créé par une loi de 1946 afin de réaliser les missions de recherche publique que nécessite le développement des domaines de l'aéronautique et de l'espace, l'ONERA abandonne ses missions de recherche publique et verse à présent dans un modèle économique nouveau qui considère la recherche comme une activité lucrative et qui fait de l'ONERA le prestataire de R&D placé essentiellement au service d'intérêts industriels privés et dirigé par eux. Le personnel du centre de Toulouse était, il y a 15 ans, personnel du Centre d'Etudes et de Recherches de Toulouse, Laboratoire de Recherche de Supaéro. Il est devenu aujourd'hui salarié de l'entreprise ONERA « The French Aerospace Lab » et ses perspectives d'avenir ne cessent de se rétrécir.

Une mise en coupe réglée de sa recherche en externe. Ce mouvement interne de privatisation de la recherche est catalysé et accéléré par la mise en oeuvre des politiques nationales ou régionales de financement et de "soutien" à la recherche. Ces dernières contraignent fortement les laboratoires en conditionnant l'obtention de leurs ressources, via des contrats, à leur mise en concurrence dans la réponse à des appels d'offre. Ces politiques brident leur activité de recherche en les obligeant ainsi à concevoir et organiser leur activité en mode projet et sur des échéances de court terme, avec comme objectifs exclusifs la valorisation de résultats et la production d'innovation. Ce mouvement externe amplifie le mouvement interne de privatisation de la recherche à l'ONERA.

Le personnel du centre de Toulouse atteint à présent les limites de ce modèle. L'absence d'orientations pérennes et le zapping scientifique qui en découle, opéré en fonction des opportunités du marché, entraînent une perte de la qualité scientifique des travaux et de la crédibilité des équipes. Les chercheurs de l'ONERA sont peu à peu contraints d'abandonner leur métier de base pour ceux du business. Abandonnant, par ce processus, sa charge de service public l'ONERA en abandonne également l'éthique. La direction de l'ONERA en vient alors à licencier abusivement une salariée affichant trente années d'ancienneté pour régler un dysfonctionnement interne ou à en licencier un autre au motif qu'il n'a pas atteint des objectifs commerciaux qui lui auraient été fixés. Cette culture ne peut être celle d'un labo.

Les salariés du centre toulousain n'en peuvent plus. Ils rejettent ce modèle. Ils veulent que leur établissement se recentre sur ses missions de service public et de recherche. Ils veulent retrouver les marges de manoeuvre qui leur font défaut dans la programmation de leurs travaux. Ils veulent une autre organisation de leur financement qui permette cette relative autonomie (sans d'ailleurs que cela ne coûte un seul euro à l'Etat). Ils veulent pouvoir s'associer à d'autres équipes, d'autres laboratoires, et prônent une certaine "mixité" dans la réalisation de leurs missions. Ils veulent ainsi pouvoir redevenir un partenaire ouvert, crédible et sûr au sein de la communauté scientifique régionale et nationale.

Le changement, pour eux, ça doit être maintenant ! Ils ont besoin pour cela d'une autre direction à la tête de l'ONERA constituée de personnalités reconnues et issues du monde de la recherche. Ils ont besoin également d'une organisation actualisée de leur tutelle et de leur structure de financement. Ils ont besoin d'autres méthodes de gestion, d'organisation et de fonctionnement internes.

**Pour que l'ONERA s'occupe désormais de recherche scientifique !
Et pour que l'ONERA ne licencie plus les infirmières !**